

Etablissement support du GHT
2 rue Henri Le Guilloux – 35033 Rennes cedex 9

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

La procédure de consultation utilisée est la suivante :

Appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2, R2124-2, 1° et R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique

Procédure N°GHT 2025-18

**MAINTENANCE DE CENTRALES DE PRODUCTION D'ÉNERGIES PAR GROUPE ÉLECTROGENES POUR LE CENTRE
HOSPITALIER GUILLAUME REGNIER**

SOMMAIRE

CHAPITRE I - GENERALITES	5
ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ	5
ARTICLE 2 - DESCRIPTION DU MARCHÉ PUBLIC	5
2.1 - Procédure de passation.....	5
2.2 - Etendue – Décomposition en lots	5
2.3 - Forme du marché public et des prix.....	5
2.4 - Options (au sens communautaire)	6
2.5 - Sous-traitance	6
ARTICLE 3 - DUREE DU MARCHÉ PUBLIC	7
ARTICLE 4 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ PUBLIC	7
4.1 - Référence au CCAG	7
4.2 - Pièces constitutives	7
ARTICLE 5 - OBLIGATIONS GÉNÉRALES DU TITULAIRE	8
5.1 - Changements affectant le titulaire.....	8
5.2 - Discretion et confidentialité, protection des données à caractère personnel	8
5.3 - Assurances.....	8
CHAPITRE II - CONDITIONS D'EXECUTION	9
ARTICLE 6 - CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	9
6.1 - Commandes.....	9
6.2 - Délai d'exécution.....	9
6.3 - Prolongation des délais	10
6.4 - Qualité des prestations	10
6.5 - Modifications des conditions du marché public en cours d'exécution	10
6.6 - Lieux d'exécution	10
6.7 - Plan de prévention	10
6.8 - Modalités d'intervention.....	10
6.9 - Modalités d'exécution du marché.....	10
6.10 - Modalités Spécifiques à l'Unité Hospitalière Spécialement Aménagée (U.H.S.A)	11
6.11 - Prise en charge	11
6.12 - Documentation technique	11
6.13 - Accès, consignes.....	12
6.14 - Locaux et moyens mis à la disposition du titulaire.....	12
6.15 - Autorisation du permis feu	12
6.16 - Utilités	12
6.17 - Transmission de documents.....	12

CHAPITRE III - CONSTATATION DE L'EXECUTION	12
ARTICLE 7 - MODALITES DE VERIFICATION ET DECISION APRES VERIFICATION	12
ARTICLE 8 - GARANTIE	13
CHAPITRE IV - CHAPITRE IV – PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES	13
ARTICLE 9 - CONTENU ET CARACTERISTIQUES DES PRIX.....	13
9.1 - Forme des prix.....	13
9.2 - Contenu des prix	13
9.3 - Prix de référence	14
9.4 - Variation des prix	14
ARTICLE 10 - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	15
10.1 - Facturation	15
10.2 - Règlement	16
ARTICLE 11 - TITULAIRE ETRANGER	16
ARTICLE 12 - NANTISSEMENT ET CESSION DE CREANCE.....	16
ARTICLE 13 - AVANCE	16
ARTICLE 14 - PENALITES.....	17
14.1 - Pénalités de retard	17
14.2 - Autres Pénalités	17
ARTICLE 15 - RESILIATION DU MARCHE PUBLIC	18
15.1 - Motifs de résiliation.....	18
15.2 - Indemnités de résiliation.....	18
ARTICLE 16 - EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	18
16.1 - En cas de rupture d'approvisionnement en cours d'exécution du marché public	18
16.2 - Après résiliation prononcée aux torts du titulaire	18
ARTICLE 17 - LITIGES / RECOURS.....	19
ARTICLE 18 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	19

Préambule

Afin de leur permettre de mettre en place une stratégie de prise en charge publique commune et graduée du patient dans le but d'assurer une égalité d'accès à des soins sécurisés et de qualité, les établissements parties se constituent en un Groupement Hospitalier de Territoire (GHT).

En application du décret n° 2016-524 du 27 avril 2016 relatif aux groupements hospitaliers de territoire et du décret n° 2017-701 du 2 mai 2017 relatif aux modalités de mise en œuvre des activités, fonctions et missions mentionnées à l'article L. 6132-3 du code de la santé publique, au sein des groupements hospitaliers de territoire, une convention constitutive a été signée le 30 juin 2016. Elle désigne le Centre Hospitalier universitaire de Rennes comme établissement support du GHT «Haute-Bretagne».

Ce GHT est composé des établissements suivants :

- le **CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE RENNES,**
- le **CENTRE HOSPITALIER GUILLAUME REGNIER,**
- le **CENTRE HOSPITALIER DE BROCELIANDE,**
- le **CENTRE HOSPITALIER DE FOUGERES,**
- le **CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL REDON-CARENTOIR,**
- le **CENTRE HOSPITALIER SIMONE VEIL (VITRE),**
- le **CENTRE HOSPITALIER DE LA GUERCHE DE BRETAGNE,**
- le **CENTRE HOSPITALIER LE GRAND-FOUGERAY,**
- le **CENTRE HOSPITALIER DES MARCHES DE BRETAGNE,**
- le **CENTRE HOSPITALIER DE LA ROCHE AUX FEES (JANZE).**

Seuls les établissements suivants sont concernés par le présent marché public :

Le Centre Hospitalier Guillaume Rénier (ci-après, le « CHGR »).

Ainsi, il est confié au CHU de Rennes la fonction d'assurer, pour le compte du CHGR, la passation du marché public ainsi que certaines missions liées à l'exécution (décision de reconduction, conclusion d'avenant, décision de résiliation).

Les spécificités du CHGR sont précisées dans les pièces du marché public.

Toutes les autres missions de la phase d'exécution des marchés publics relèvent du CHGR. L'exécution du marché public couvre son régime financier (le recours, le cas échéant, à la sous-traitance, la gestion et l'émission des commandes passées au titre des marchés publics, la vérification du service fait, le règlement, le versement d'avances et d'acomptes, la liquidation et le mandatement des factures...).

De ce fait, dans cette consultation, le terme « CHU de de Rennes » désigne l'établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) « Haute-Bretagne ».

CHAPITRE I - GENERALITES

Article 1 - Objet du marché

Le présent marché public a pour objet la maintenance de centrales de production d'énergie par groupes électrogènes sur l'ensemble des sites du Centre Hospitalier Guillaume Régnier :

- Site principal (Rennes)
- Site du Placis Vert (Thorigné-Fouillard)
- Site de Betton
- Site de Bruz
- Site de Châteaugiron
- Site du Bois Perrin (Rennes)
- Site de l'UHSA (Rennes)

Article 2 - Description du marché public

2.1 - Procédure de passation

Le présent marché public a fait l'objet d'une première consultation lancée le 3 septembre 2025 sur le profil acheteur du CHU.

Dans la mesure la consultation aurait dû, au regard du montant estimatif, faire l'objet d'une publication au BOAMP et au JOUE, la procédure a été déclarée sans suite pour un motif d'intérêt général fondée sur l'irrégularité de la procédure.

Le présent marché public est conclu au terme d'un appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2, R2124-2, 1° et R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique.

2.2 - Etendue – Décomposition en lots

2.2.1. Décomposition en lots

Il s'agit d'un marché public unique (pas de lot).

2.2.2. Etendue

Les prestations pouvant être commandées sont décrites dans le CCTP.

2.3 - Forme du marché public et des prix

2.3.1. Forme du marché public

Le marché public est un accord-cadre qui fixe toutes les stipulations contractuelles. Il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique.

L'accord-cadre est conclu sans minimum et avec maximum exprimé en valeur pour toute sa durée de validité au sens de l'article R2162-4, 2° du code de la commande publique.

Montant maximum pour toute la durée du marché public : 200 000 € HT

Le marché public est mono-attributaire.

2.3.2. Forme des prix

Le marché public comprend :

- une part de prestations prévisibles conclue à prix global et forfaitaire ;
- une part de prestations non programmables conclue à prix unitaires.

La part de prestations prévisibles correspond à la maintenance préventive.

La part de prestations non programmables correspond à la maintenance curative et aux travaux d'amélioration/rénovation.

2.4 - Options (au sens communautaire)

Au sens du droit communautaire, les options sont les suivantes :

- Le marché public comporte des reconductions ;
- Le CHU de Rennes se réserve la possibilité de recours ultérieur à une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables, pour la réalisation de prestations similaires au sens de l'article R2122-7 du Code de la commande publique.

2.5 - Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché public, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le maître d'ouvrage et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies au CCAG-FCS.

Le paiement direct du sous-traitant est obligatoire pour les prestations sous-traitées supérieures ou égales à 600 € TTC.

Le formulaire « déclaration de sous-traitance » (DC4) est préconisé. Il contient tous les éléments nécessaires à l'agrément du sous-traitant.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché public aux frais et risques du titulaire du marché public.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché public, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial et de la DC2, une déclaration sur l'honneur du sous-traitant indiquant:

a) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues par les articles suivants du code pénal : 222-38, 222-40, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 421-2-1, 2^{ème} alinéa de l'article 421-5, 433-1, 2^{ème} alinéa de l'article 433-2, 8^{ème} alinéa de l'article 434-9, 2^{ème} alinéa de l'article 434-9-1, 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 1^{er} et 2^{ème} alinéas de l'article 441-8, 441-9, 445-1 et 450-1 ; ou ne pas avoir fait l'objet d'une condamnation pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;

b) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans d'une condamnation définitive pour l'infraction prévue par l'article 1741 du code général des impôts ou une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;

c) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1 et L. 8251-1 du code du travail ou des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;

d) ne pas être en état de liquidation judiciaire ou ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

e) ne pas être déclaré en état de faillite personnelle ou ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

f) ne pas être admis au redressement judiciaire ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, sans justifier d'une habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre

g) avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;

h) être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212-5 et L. 5212-9 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

i) que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail (dans le cas où les candidats emploient des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail), pour le candidat individuel ou membre du groupement établi en France ;

j) fournir à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du code du travail, ou des documents équivalents, pour le candidat individuel ou membre du groupement établi ou domicilié à l'étranger ;

k) que les renseignements fournis en annexe de l'acte spécial sont exacts.

Article 3 - Durée du marché public

Le marché public est conclu pour une période initiale de un (1) an à compter de sa date de notification au titulaire.

Le marché public peut ensuite être reconduit trois (3) fois par période successive de un (1) an et pour une durée de validité maximale de quatre (4) ans.

Cette reconduction est tacite (ceci signifie que le silence gardé par le CHU de Rennes reconduit automatiquement le marché public).

Dans ce cadre, le titulaire du marché public ne pourra pas refuser la reconduction selon les dispositions de l'article R2112-4 du Code de la commande publique.

Par contre, le CHU de Rennes se réserve la possibilité de ne pas reconduire le marché public, et ceci sans indemnités pour le titulaire.

La décision de non reconduction sera expressément notifiée sous préavis de quatre-vingt-dix (90) jours par lettre recommandée avec accusé de réception ou télécopie avant la fin de la période en cours.

Article 4 - Pièces constitutives du marché public

4.1 - Référence au CCAG

Pour toute disposition à laquelle il n'est pas formellement dérogé dans le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières, le titulaire sera soumis aux dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Prestations Courantes et Services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 publié au JORF du 1^{er} avril 2021.

4.2 - Pièces constitutives

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives du marché public sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement, daté et signé par un représentant ayant pouvoir pour engager la société et le CHU de Rennes et ses annexes :
 - Annexe n°1 : Bordereau des prix (2 onglets) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services) ;
- Le plan de prévention ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance ;
- Le mémoire technique du titulaire ;

Le marché s'exécute par les pièces désignés ci-dessus et les bons de commandes.

Cet ordre de priorité prévaut, en cas de contradiction dans le contenu des pièces. Le présent marché public s'appliquera automatiquement et de plein droit à toute commande de prestations, que la ou les commandes y fassent ou non référence. Les conditions générales de vente du titulaire sont inopposables au CHGR.

Article 5 - Obligations générales du titulaire

5.1 - Changements affectant le titulaire

Le titulaire s'engage à informer le CHU de Rennes de tout changement survenant au cours de la période d'exécution du marché public, affectant :

- la personne ayant qualité pour le représenter ;
- la forme de l'entreprise ;
- la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination ;
- son adresse ou son siège social ;
- la cession d'une ou de différentes activités ;
- l'acquisition d'une nouvelle activité ;
- son adresse bancaire.

Il lui fait parvenir, le cas échéant, un extrait K Bis du registre du Commerce, une photocopie de l'extrait du Journal des Annonces Légales et Juridiques et un RIB.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation.

Le paiement des factures sera suspendu tant que le CHGR ne sera pas en possession des documents nécessaires, ou jusqu'à la notification d'un éventuel avenant.

5.2 - Discretion et confidentialité, protection des données à caractère personnel

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché public.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel, préposé et éventuel sous-traitant.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché public pourra être résilié aux torts du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

L'article 5.2 du CCAG-FCS est applicable, s'agissant de la protection des données à caractère personnel.

5.3 - Assurances

Le titulaire devra justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la date de notification du marché public et avant tout début d'exécution de celui-ci, ou à tout moment sur demande du CHGR, d'une assurance garantissant sa responsabilité civile pour les dommages de toute nature causés aux biens et personnels du CHGR, ainsi qu'aux tiers et à leurs biens :

- par son personnel salarié ;
- par ses matériels ;
- du fait de l'exécution du marché public avant et après admission des prestations.

L'attestation d'assurance devra indiquer l'étendue des responsabilités garanties. Le titulaire devra produire cette attestation une fois par an, en début d'année civile, pendant la durée totale du marché.

CHAPITRE II - CONDITIONS D'EXECUTION

Article 6 - Conditions d'exécution des prestations

6.1 - Commandes

6.1.1. Emission des bons de commande

Pour les prestations forfaitaires, les bons de commande sont émis par le CHGR, conformément aux fréquences d'intervention fixé dans le CCTP et après validation conjointe du CHGR et du titulaire du marché du planning d'intervention. Ils sont signés par le Directeur Général ou la personne ayant reçu délégation de signature.

Pour les prestations non programmables, sur demande du CHGR, le titulaire présentera un devis détaillé à valider par le représentant du CHGR. Le titulaire établit un devis selon le bordereau des prix unitaires. Il doit transmettre le devis au CHGR sous 72h à compter de la réception de la demande, sauf urgence indiquée dans la demande. Les devis sont détaillés et accompagnés des factures d'achat. Après validation du devis, un bon de commande sera émis.

Le bon de commande mentionne :

- Le numéro de la commande,
- La date et le numéro du devis (pour les prestations de la part « Hors Forfait »),
- Le numéro du marché public,
- Le lieu de livraison,
- La date de livraison souhaitée,
- La désignation du produit,
- la quantité commandée,
- Le prix unitaire net HT,

Seules les commandes passées par le représentant du CHGR donnent lieu à paiement des factures correspondantes.

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché public. Le délai maximum d'exécution d'un bon de commande est d'un an. Le délai d'exécution du bon de commande court à compter de sa notification et peut se poursuivre six (6) mois après la date limite de validité du marché si les prestations sont inachevées. En tout état de cause, l'établissement partie concerné ne peut retenir une date d'émission et une durée d'exécution de ces bons de commande telles que l'exécution du marché public se prolonge au-delà de la date limite de validité du marché public dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

Le CHGR confie au Titulaire, pendant toute la durée de validité du marché public, l'exécution de la totalité des prestations définies, suivant les commandes faites au fur et à mesure de ses besoins et conformément aux prescriptions du CCTP.

6.1.2. Modification d'un bon de commande

En cas de modification du contenu d'un bon de commande, un rectificatif est notifié au titulaire. Si en cours d'exécution il s'avère nécessaire de modifier les termes d'un bon de commande, l'accord du titulaire et du CHGR sur les modifications à apporter se traduit par un échange écrit qui sera annexé au bon de commande concerné.

6.1.3. Annulation d'un bon de commande

Le CHGR peut, à tout moment, pour convenance, annuler un bon de commande. Si le bon de commande est en cours d'exécution, le titulaire est rémunéré, après constat contradictoire et état des lieux, des prestations effectuées, à l'exclusion de toute autre indemnisation.

6.2 - Délai d'exécution

La périodicité des prestations forfaitaires est précisée au CCTP, au mémoire technique du titulaire ainsi que dans le planning d'exécution validé par le CHGR.

Les délais d'exécution sont indiqués au CCTP. Le titulaire est engagé contractuellement par ces délais.

6.3 - Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée au titulaire, lorsqu'une cause n'engageant pas sa responsabilité fait obstacle à l'exécution de la commande, dans le délai contractuel fixé par le présent CCAP.

Elle fait l'objet d'une demande écrite auprès du CHGR, dans les conditions fixées par l'article 13.3 du CCAG-FCS.

En outre, en dérogation à l'article 13.3 du CCAG-FCS, le CHGR peut lui-même accorder une prolongation de ce délai, s'il a connaissance d'une cause qui lui est imputable et qui fait obstacle à la livraison ou à la mise en service des équipements.

Cette prolongation est accordée au titulaire par écrit.

En outre, les dispositions de l'article 21.5 du CCAG-FCS obéissent aux mêmes règles.

6.4 - Qualité des prestations

Les prestations sont conformes aux spécifications techniques décrites dans le cahier des charges et dans l'offre du titulaire. Celui-ci s'engage à ce que l'ensemble de ces prestations soient de qualité équivalente pendant toute la période d'exécution du marché public.

6.5 - Modifications des conditions du marché public en cours d'exécution

La liste des cas de modifications du marché public en cours d'exécution est indiquée aux articles R2194-1 à R2194-9 du Code de la commande publique.

6.6 - Lieux d'exécution

Les prestations se déroulent sur les différents sites d'activité du CHGR listés dans les clauses techniques et ses annexes :

- Site Principal, 108 avenue du Général Leclerc, à Rennes,
- Site du Bois Perrin, DIHPSEA, 10 rue du Bois Perrin à Rennes,
- M.A.S. Site du Placis Vert, Route de Betton à Thorigné Fouillard,
- M.A.S. 6 route du Gacet à Betton,
- EHPAD, rue François Xavier Le Ray à Chateaugiron,
- EHPAD, Le Grand Pâtis à Bruz.

6.7 - Plan de prévention

Avant le début de l'exécution des prestations, il est procédé à l'élaboration d'un plan de prévention visé à l'article R 4512-6 du Code du Travail et qui sera réalisée en commun entre le CHGR (Entreprise Utilisatrice) et le titulaire du présent marché (Entreprise Intervenante – titulaire) dès la notification du marché. La visite de prise de connaissance des prestations comportera un examen des risques potentiels et des propositions de mesures de prévention.

Le titulaire du marché devra tenir à disposition du CHGR le document relatif à « l'évaluation des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs » (document unique). Dans le cas de sous-traitance, il revient au titulaire de communiquer à ses sous-traitants le plan de prévention et d'informer le CHGR pour la réalisation de la visite préalable. Le titulaire doit enseigner au personnel placé sous son autorité les diverses consignes de sécurité générales et particulières à l'établissement et contrôler fréquemment que celles-ci sont parfaitement connues des intéressés.

6.8 - Modalités d'intervention

Les modalités d'intervention sont précisées dans le CCTP. Le titulaire du marché devra réaliser les maintenances préventive et corrective de l'ensemble des groupes électrogènes du CHGR sur les sites listés ci-dessus.

6.9 - Modalités d'exécution du marché

Les modalités d'exécution du marché, les délais d'intervention et les documents à remettre (rapport, compte rendu de visite...) sont définis dans le CCTP.

6.10 - Modalités Spécifiques à l'Unité Hospitalière Spécialement Aménagée (U.H.S.A)

Les personnels :

Les personnels de maintenance doivent bénéficier d'une autorisation d'accès délivrée par la Direction du Centre Hospitalier Guillaume Régnier compte tenu des dispositions du règlement intérieur. La liste des personnes autorisées est mise à jour chaque semaine. Il revient au prestataire de fournir les documents permettant d'établir la mise à jour des listes des personnels autorisés et notamment ceux de son entreprise. En l'absence de modification apportée par le prestataire, le CHGR considérera la dernière liste déposée comme actualisée. Pour chaque personne autorisée, il sera fait une demande d'extrait de casier Judiciaire N°2 ainsi qu'une interrogation du fichier judiciaire automatisé des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes (FIJAVIS). Les techniciens et ouvriers doivent pouvoir justifier de leur identité lors de chaque entrée dans l'UHSA. Le port permanent d'une pièce d'identité par ces personnels est demandé.

Le matériel outillage et pièces détachées :

Lors de la préparation de l'intervention un inventaire du matériel et outillage introduit dans les locaux est établi. Un contrôle systématique de cet inventaire des pièces détachées, outillages et matériel introduit dans l'UHSA est réalisé par les personnels de l'Administration pénitentiaire chargés de la surveillance et de la sécurité. Ce contrôle se fait en présence de la société de maintenance.

L'inventaire du matériel et outillage sera également réalisé à la sortie. Le temps de réalisation de ce contrôle doit être pris en compte par les entreprises dans les délais d'intervention évalués. Compte tenu des contraintes d'accès il est demandé aux entreprises intervenantes d'anticiper sur l'exécution des prestations et notamment sur les fournitures et pièces détachées nécessaires pour leur réalisation. Le dépannage doit être limité et la difficulté de l'assurer ne doit pas prolonger les délais d'interventions.

Exécution des prestations de maintenance :

Compte tenu des caractéristiques de l'UHSA et des contraintes d'accès et de surveillance la planification des travaux ou des prestations est demandée. Cette planification sera arrêtée avec le technicien chargé de cette activité au CHGR. Elle sera établie compte tenu des contraintes des unités de soins : horaires d'intervention limités et contraintes d'accès mentionnées ci-dessus. Cette planification doit être respectée et le technicien doit prévenir de son horaire d'arrivée pour faciliter les opérations de contrôle. Les personnels techniques devant réaliser une intervention sont accompagnés :

- Dans les unités de soins par le personnel du CHGR : personnel soignant ou personnel technique,
- Hors des unités de soins, par le personnel de l'administration pénitentiaire,

Dispositions diverses :

L'ensemble de l'UHSA est sous vidéo-protection. En complément de l'information affichée dans les locaux, il est souhaité que chaque entreprise prévienne son personnel du recours à la vidéo-protection. L'introduction d'appareils de communication (téléphone mobile) et d'enregistrement (Clef USB, etc) n'est pas autorisée. Des casiers/consignes pour les déposer sont à la disposition des visiteurs et personnes autorisées à intervenir dans l'UHSA.

6.11 - Prise en charge

Le titulaire déclare être parfaitement informé de la constitution des locaux et de la consistance des installations dont il assure la maintenance. Le titulaire du marché s'engage à établir un état des lieux des matériels, équipements et installations en début et fin de marché, accompagné éventuellement, à la demande du CHGR, de support photos. Cet état des lieux sera remis au représentant du CHGR. Le titulaire s'engage à laisser en fin d'exécution du marché les matériels ou équipements en état normal d'entretien et de fonctionnement.

6.12 - Documentation technique

Les documents techniques sont remis au titulaire à la prise en charge des matériels, équipements et installations. Cette documentation reste la propriété du CHGR et n'est utilisée par le titulaire qu'à la seule fin d'exécution du marché. Elle est mise à jour par ses soins en cas de modification des appareils, équipements, ou installations consécutive à ses interventions (documents sur support papier et informatique).

6.13 - Accès, consignes

Le personnel du titulaire a accès aux matériels, équipements, installations dont il a l'exploitation dans les limites des locaux ou ils sont installés. Il doit être muni :

- D'une carte d'identité,
- D'un badge établi par l'entreprise dont un fac-similé est remis au CHGR,

Le personnel du titulaire doit observer les règles découlant du règlement intérieur du CHGR. Le titulaire du marché doit enseigner au personnel chargé d'intervenir, les diverses consignes de sécurité générales et particulières à l'établissement et contrôler fréquemment que toutes les consignes du CHGR sont parfaitement connues et strictement appliquées par les intéressés. Les prestations doivent être effectuées en commun accord avec le représentant du CHGR sur le jour et l'heure de l'intervention. Le titulaire doit informer, sans retard, le technicien du CHGR de toute anomalie importante susceptible d'entraîner des détériorations ou de mettre en cause la sécurité des installations. Toutes les prestations sont réalisées sous la responsabilité du titulaire. Les personnels devront limiter au maximum les perturbations dans les services, ils ne seront pas systématiquement accompagnés du personnel du CHGR.

6.14 - Locaux et moyens mis à la disposition du titulaire

Le titulaire maintient en état de propreté les locaux dans lesquels il est amené à intervenir. Les énergies suivantes seront mises à la disposition du titulaire, dans le cadre de l'exécution du marché : eau, électricité.

6.15 - Autorisation du permis feu

Toute utilisation d'outillages et d'appareillages générant des flammes ou de forts dégagements d'énergie présentant un risque de déclenchement d'incendie doit au préalable faire l'objet d'un permis feu délivré par les services du CHGR. Le salarié de l'entreprise devra toujours être équipé de son extincteur (dont les visites et contrôles réglementaires devront être à jour) disposé à proximité de sa zone d'intervention.

6.16 - Utilités

La fourniture des utilités, électricité, eau de ville, réseaux d'évacuation, nécessaires à l'exécution des prestations est à la charge du CHGR. Cependant, le titulaire est responsable de leur bon usage, dans le respect des normes et des règlements en vigueur. Le titulaire veillera au nettoyage des installations lors de ses interventions. Le stockage de produits inflammables sur place est interdit quel qu'en soit l'endroit (machineries, gaines, etc...).

6.17 - Transmission de documents

Tous les documents afférents à la maintenance (calendrier de visite de maintenance préventive, rapports d'intervention, procès-verbaux, devis...) seront à transmettre par mail à :

r.mouster@ch-guillaumeregny.fr (Mr Ronan MOUSTER, Responsable des services technique).

Les bons de commande seront transmis au titulaire du marché de préférence par messagerie (à l'adresse indiquée par le titulaire lors de la notification du marché), ou le cas échéant, par voie postale. Pour la maintenance préventive, le bon de commande sera adressé en début de période d'exécution du marché. Pour la maintenance corrective, le bon de commande sera adressé après validation du devis transmis par le titulaire du marché.

CHAPITRE III - CONSTATATION DE L'EXECUTION

Article 7 - Modalités de vérification et décision après vérification

Les opérations de vérification ayant pour objet de contrôler la conformité des prestations avec les spécifications du marché, et les décisions après vérification seront effectuées dans les conditions prévues par les articles 27 à 30 du CCAG-FCS. Les modalités de vérification pourront consister en des essais de fonctionnement, contrôles en cours ou en fin d'intervention, de la bonne exécution des prestations, du respect des délais d'intervention de dépannage et de remise des rapports.

En dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS, les opérations de vérification se déroulent en l'absence du titulaire ou de son représentant, sauf si celui-ci a fait part à l'établissement partie concerné de sa volonté expresse d'y participer.

L'admission est prononcée par le représentant du CHGR. Il s'agit de constater le service rendu au vu des rapports de visite et comptes rendus d'intervention, visés dans les CCTP.

En cas de non-respect des prestations (délais, résultats non respectés, etc...), le titulaire doit prendre toute disposition pour y remédier.

Le CHGR, en cas de manquement du titulaire, et après mise en demeure de remédier aux dysfonctionnements restée sans suite (délais fixés à l'article 14.1 ci-dessous), peut faire intervenir toute autre entreprise aux frais et risques du titulaire du présent marché, conformément à l'article 16.1 ci-dessous. Le CHGR peut décider de différer tout ou partie de règlement du marché, ou de le réduire.

Article 8 - Garantie

Les prestations sont garanties contre tout vice de fabrication, défaut de matière, ou défaut de fonctionnement pendant le délai d'utilisation indiqué sur les emballages d'origine, à compter de la date d'admission des prestations ou prestations.

Le délai de garantie est d'un an.

Si, pendant la durée de la garantie, tout ou partie des produits livrés au titre des prestations est indisponible en raison de défauts de ces produits, le délai de garantie de l'ensemble des prestations objets du Marché est majoré de toutes les périodes d'indisponibilité.

Si, pendant la durée de la garantie, il est nécessaire de procéder au remplacement ou à la correction d'une partie des produits reconnue défectueuse, le délai de garantie ne court, pour la partie considérée, qu'à partir de la date de mise en service des produits de remplacement ou des produits corrigés.

Au cours de la période de garantie, l'opérateur économique sera tenu d'établir un compte-rendu pour chaque intervention qui sera remis au CHGR. La garantie ne s'appliquera pas en cas de dysfonctionnements, pannes ou détériorations non imputables au fonctionnement normal ou à une utilisation normale des matériels, ni après réparation par des personnes non habilitées par le titulaire.

Quand tout ou partie des installations est encore sous garantie, le titulaire devra prendre toutes dispositions en accord avec le fabricant ou l'installateur de l'équipement pour assurer la coordination de leurs interventions respectives. S'il n'en est pas l'installateur, le titulaire devra réceptionner tout nouvel organe ou sous-ensemble de l'équipement en présence de l'installateur, et en assurera l'entretien conformément au présent contrat sans pouvoir prétendre à une quelconque plus-value au montant du contrat.

CHAPITRE IV - CHAPITRE IV – PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES

Article 9 - Contenu et caractéristiques des prix

9.1 - Forme des prix

Les prestations faisant l'objet du présent marché public sont conclues à prix forfaitaires et unitaires.

Le prix global et forfaitaire de la part de prestations prévisibles figure au bordereau des prix (onglet 1) annexé à l'acte d'engagement. Ce prix rémunère le titulaire indépendamment des quantités mises en œuvre pour réaliser les prestations objets de cette part.

Les prix unitaires de la part de prestations « Non programmables » figurent au bordereau des prix (onglet 2) annexé à l'acte d'engagement. Les prestations sont rémunérées par application, aux quantités réellement exécutées, des prix figurant au bordereau des prix. Concernant la facturation d'éventuelles pièces détachées défectueuses ou fournitures diverses, elles seront facturées au vu du bon de commande.

9.2 - Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre l'ensemble des charges fiscales ou autres frappant la prestation ainsi que et toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations.

Il ne peut être facturé aucuns frais afférents à des minimas de commande ou frais de gestion, que ce soit en quantité ou en valeur.

9.3 - Prix de référence

Les prix du marché public sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de réception des offres (Mois M0).

Les prix de référence du marché sont les prix nets HT, figurant aux annexes financières.

9.4 - Variation des prix

Révision des prix :

Les prix du marché public sont révisables à chaque date anniversaire du marché public, par ajustement aux prix du présent marché public. Les prix listés dans les annexes financières aux présentes clauses contractuelles sont fermes pour la première période.

La demande de révision doit être formulée par l'envoi d'un courrier recommandé avec accusé de réception, moyennant un **préavis de trente (30) jours**, avant la date prévue pour l'application de la révision.

L'absence, à cette échéance, d'une demande de révision des prix a pour conséquence le maintien de l'offre initiale.

A - Pour le forfait global et forfaitaire

$$P = Po (0.15 + \frac{0.70 \text{ ICHT-IME}}{\text{ICHT-IMEo}} + \frac{0.15 \text{ FSD2}}{\text{FSD2o}})$$

Dans laquelle :

P = Prix forfaitaire global révisé annexe financière

ICHT-IME = : Indice du coût de la main d'œuvre, des industries mécaniques et électriques Indice des coûts salariaux paru au 1^{er} janvier de la période de reconduction.

FSD2 = indice paru au 1^{er} janvier de la période de reconduction

(Formule composée des indices : EBIQ : « Energie, Biens intermédiaires et bien d'équipement » Identifiant INSEE : 086769025, TCH : « Indice des prix à la Consommation, Transports, Communications et Hôtellerie » Identifiant INSEE : 086735376, ICC : « Coût à la Construction – moyenne associée au dernier indice trimestriel » Identifiant INSEE : 060403011).

Po = Prix forfaitaire global indiqué dans l'annexe financière

ICHT-IMEo = Valeur de l'indice du coût de la main d'œuvre, des industries mécaniques et électriques Indice des coûts salariaux du mois de remise des offres.

FSD2o = Valeur de l'indice du mois de remise des offres.

(Formule composée des indices : EBIQ : « Energie, Biens intermédiaires et bien d'équipement » Identifiant INSEE : 086769025, TCH : « Indice des prix à la Consommation, Transports, Communications et Hôtellerie » Identifiant INSEE : 086735376, ICC : « Coût à la Construction – moyenne associée au dernier indice trimestriel » Identifiant INSEE : 060403011).

B - Pour les prestations « Hors Forfait »

La formule appliquée est la suivante :

$$P = Po (0.15 + 0.85 \frac{\text{ICHT-IME}}{\text{ICHT-IMEo}})$$

P = Prix Unitaire révisé.

ICHT-IME = : Indice du coût de la main d'œuvre, des industries mécaniques et électriques Indice des coûts salariaux paru au 1^{er} janvier de la période de reconduction.

Po = Prix Unitaire indiqué dans l'annexe financière.

ICHT-IMEo = Valeur de l'indice du coût de la main d'œuvre, des industries mécaniques et électriques Indice des coûts salariaux du mois de remise des offres.

Clauses limitatives :

Clause butoir :

L'évolution des prix résultant de l'application des dispositions qui précèdent sera limitée à une augmentation de 3% par an (rabais initial déduit).

10.1 - Facturation

10.1.1. Présentation des factures

Par dérogation à l'article 11.3.2 du CCAG-FCS, à l'issue de l'admission de chaque prestation, les factures afférentes au marché public portent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom et adresse du titulaire ;
- La date de la facture ;
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- Le numéro et date du marché, ainsi que la date et le numéro du bon de commande ;
- La désignation et référence de la prestation exécutée et admise ;
- La date de livraison ;
- Le coût unitaire hors T.V.A. de la prestation exécutée ;
- Le cas échéant, le détail des calculs, avec justifications à l'appui, de l'application des coefficients d'actualisation ou de révision des prix ;
- Le cas échéant, en cas de groupement conjoint, pour chaque membre du groupement, le montant des prestations effectuées par celui-ci ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors TVA, leur montant toutes taxes comprises ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies hors TVA et toutes taxes comprises ;
- Le taux et le montant de la T.V.A. ;
- Les montants totaux HT et TTC de la prestation.

Toute modification des références sociales ou bancaires figurant au marché public et reprises dans les factures doit être signifiée au CHGR. Les factures ne correspondant pas aux prescriptions figurant ci-dessus sont rejetées et retournées à l'expéditeur.

Afin de pouvoir respecter le délai de paiement, les factures sont impérativement transmises par voie électronique.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Pour ce faire, les factures dématérialisées adressées au CHGR doivent comporter obligatoirement les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera le CHGR en tant que destinataire de la facture : **263 500 142 00017** ;

Le code service « **DPT** ».

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'acheteur public doit rejeter la facture transmise en avertissant le titulaire au préalable et l'invitant à utiliser « Chorus ».

Néanmoins, et uniquement sur demande expresse écrite du CHGR, possibilité est laissée d'utiliser un autre moyen de transmission de facture.

Concernant les prestations incluses dans le forfait global, le titulaire du marché présentera une demande de paiement après chaque visite. Le titulaire établira une facturation trimestrielle de prestations réalisées (service fait). Celle-ci devra impérativement parvenir au CHGR le 15 du mois suivant la périodicité et, pour le dernier trimestre, avant le 15 décembre.

Pour les prestations non comprises dans le forfait global (maintenance corrective) chaque bon de commande fera l'objet d'une facture, établie conformément à l'annexe financière n°4 du marché.

Le titulaire s'engage à adresser toute demande de paiement dans un délai maximum de 15 jours à compter de la date d'exécution des prestations. Dans le cas contraire, le pouvoir adjudicateur pourra faire application de l'article 11.7.2 du CCAG FCS.

10.2 - Règlement

Le règlement des factures s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique et dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-FCS. Il ne peut toutefois être effectué qu'à compter de la date de réception de la facture, ou, si la date de réception de la facture est antérieure à l'admission des produits/prestations, à compter de la date d'admission de ceux-ci.

Le règlement est effectué par mandat administratif et virement, soit au C.C.P. ou compte bancaire figurant sur l'acte d'engagement.

Conformément à l'article R2192-11 du Code de la commande publique, le délai de règlement est fixé contractuellement à 50 jours, de la date de réception de la facture par le CHGR, jusqu'au décaissement par le Comptable public.

Le délai global de paiement ne prend effet que si les factures sont envoyées aux adresses figurant à l'article 10.1 du présent CCAP.

Le délai de paiement peut être suspendu par l'ordonnateur ou le comptable public quand les pièces justificatives ne sont pas produites dans les délais impartis, ou en cas de litige notifié au titulaire sur les sommes dues.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus donne droit au versement d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le défaut de paiement donne également droit au versement d'une indemnité forfaitaire de 40 euros, pour frais de recouvrement.

Comptable assignataire des paiements :	Monsieur le Comptable public Trésorerie Hospitalière de Rennes 2 Rue Henri Le Guilloux 35033 RENNES CEDEX 09 Téléphone (Standard): 02 99 84 19 72
--	---

Article 11 - Titulaire étranger

La monnaie des comptes des marchés est l'EURO. Le prix libellé en euro reste inchangé en cas de variation des changes. Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne, sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que le CHGR lui communiquent un n° d'identification fiscale.

Article 12 - Nantissement et cession de créance

Le titulaire souhaitant céder ou nantir les créances résultant du marché public en fait la demande par écrit au CHU de Rennes. Il reçoit alors de la part de ce dernier :

- soit une copie de l'original du marché public revêtue d'une mention dûment signée par le représentant du CHU de Rennes, indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir des créances résultant du marché ;
- soit un certificat de cessibilité conforme à un modèle défini par l'arrêté du 28 juillet 2020 relatif au certificat de cessibilité des créances dans le cadre des marchés publics.

Article 13 - Avance

Il est fait application de l'article B.11.1 du CCAG-FCS.

Lorsque le montant du bon de commande dépasse le seuil de 50 000 euros HT, une avance est accordée au titulaire du marché public dans les conditions suivantes :

- Pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois et inférieure ou égale à douze mois, le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant toutes taxes comprises du bon de commande ;
- Pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à douze mois, le montant de l'avance est égal à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande toutes taxes comprises divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

Le délai global de paiement de l'avance forfaitaire court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché.

Le montant de l'avance ne peut faire l'objet d'une clause de variation de prix.

Le titulaire a indiqué à l'acte d'engagement s'il renonçait au paiement de l'avance.

Le remboursement de l'avance effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché public atteint ou dépasse 65% du montant toutes taxes comprises du montant du bon de commande.

Article 14 - Pénalités

14.1 - Pénalités de retard

Conformément à l'article 14.1 du CCAG-FCS lorsque le CHGR envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire en application du premier alinéa ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Par dérogation à l'article 14.1.2, le montant des pénalités n'est pas plafonné.

En dérogation à l'Article 14.1.1 du CCAG-FCS, il est fait application des pénalités suivantes :

Prestations incluses dans le forfait d'intervention : Conformément au calendrier d'intervention , une date d'intervention pour chaque visite est fixée. A partir d'une journée de dépassement de ce délai d'intervention, une pénalité de 200 euros sera appliquée par tranche d'une journée. Après écoulement de la 1^{ère} journée, toute journée commencée est considérée comme pénalisable.

Prestations « Hors forfait » d'intervention : A partir d'une demi-heure de dépassement du délai fixé dans les clauses techniques (2H), une pénalité de **100 euros**, sera appliquée par tranche de demi-heure. Après écoulement de la 1^{ère} demi-heure, toute demi-heure commencée est considérée comme pénalisable. Au-delà de 24H d'indisponibilité du groupe électrogène, si le titulaire ne parvient pas à corriger le dysfonctionnement, le titulaire devra proposer une solution palliative (groupe électrogène d'appoint par exemple).

Pénalités pour retard dans les interventions suite à une mise en demeure pour prestations non-conformes (délai d'intervention suite à une mise en demeure : 6 heures à compter de sa réception) : 200.00 euros par heure de retard)

Retard dans la remise de documents :

- Rapport d'intervention, devis ou document technique, tel que défini dans les clauses techniques : une pénalité de 100 € par jour de retard calendaire, après demande de présentation du document par le CHGR.

En dérogation à l'article 14.1.3, le titulaire est redevable des pénalités quel qu'en soit le montant.

14.2 - Autres Pénalités

Des pénalités seront appliquées pour :

- Toute perte de trousseau de clés, badges ou tout autre dispositif remis par le CHGR : forfait de 250 €,
- Défaillance, telle que prévue à l'art « Garantie » ci-dessus, par défaillance : forfait de 300 €,
- Non présentation du devis dans le délais de 72H pour les prestations « Hors Forfait » : 100€/ jour calendaire de retard,

- Pour non-respect des consignes d'intervention : forfait de 200.00 Euros par évènement.

Pénalité pour travail dissimulé :

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par les articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le CHGR applique une pénalité correspondant à 6 % du montant forfaitaire du marché de base TTC, éventuellement modifié par les avenants intervenus. Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues au titre de sanction pénale par les articles L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

Non présentation ou Retard de présentation d'un sous-traitant :

Une pénalité égale à 150 € est prévue par jour calendaire en cas de retard dans la transmission des documents nécessaires au CHGR pour accepter le sous-traitant et ses conditions de paiement.

Article 15 - Résiliation du marché public

15.1 - Motifs de résiliation

Le CHU de Rennes se réserve le droit de résilier le marché public à tout moment dans les conditions prévues aux articles 38 à 44 du CCAG-FCS.

La résiliation est prononcée aux torts du titulaire :

- dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG-FCS ;
- lorsqu'une dégradation de la qualité des prestations ou prestations est de nature à les rendre impropres à l'utilisation prévue au marché public.

Le CHU de Rennes peut également prononcer la résiliation du marché public pour motif d'intérêt général, dans les conditions d'indemnisation définies à l'article 15.2.2 ci-dessous.

15.2 - Indemnités de résiliation

15.1.2 - Résiliation pour faute et pour événements extérieurs ou liés au marché

La résiliation prononcée aux torts du titulaire, dans les cas indiqués à l'article précédent, ainsi que la résiliation prononcée en application des cas indiqués aux articles 39 et 40 du CCAG-FCS, n'ouvrent pas le droit à indemnité.

15.2.2 - Résiliation pour motif d'intérêt général

En dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS et s'agissant d'un accord-cadre à bons de commande sans engagement minimum, le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnisation.

Article 16 - Exécution aux frais et risques du titulaire

En dérogation à l'article 45.1 du CCAG-FCS, le CHGR peut faire procéder à l'exécution du marché public par un tiers aux frais et risques du Titulaire pour toute inexécution des obligations contractuelles.

16.1 - En cas de rupture d'approvisionnement en cours d'exécution du marché public

Dans l'hypothèse où le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus au marché public le CHGR se réserve le droit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, après une mise en demeure du titulaire de fournir les prestations restées infructueuses.

16.2 - Après résiliation prononcée aux torts du titulaire

Conformément aux articles 41 et 45 du CCAG-FCS, et en cas de résiliation pour faute, le CHGR se réserve le droit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

Article 17 - Litiges / Recours

Tout litige susceptible de s'élever entre le CHU de Rennes, le CHGR et le Titulaire du marché public à propos de l'interprétation et de l'exécution du présent marché public fera l'objet d'une tentative de règlement amiable, dans les conditions prévues aux articles R2197-1 à R2197-25 du code de la commande publique.

Si les litiges ne peuvent être réglés à l'amiable, les parties saisiront le Tribunal Administratif de Rennes, seul compétent pour connaître des recours contentieux relatifs à l'interprétation et à l'exécution du présent marché public.

Article 18 - Dérogations aux documents généraux

Articles du présent CCAP	Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé	Objet
4.2	4.1	Pièces constitutives
7	27.3	Modalités de vérification
10.1	11.3.2	Facturation
14.1	14.1, 14.1.1, 14.1.2, 14.1.3	Pénalités de retard
16.2.2	42	Indemnités de résiliation – motif d'intérêt général
17	45.1	Exécution aux frais et risques